

Migrants de l'Aquarius à Sète : Delga casse-toi, Gayssot prends le bateau !



La « ruine tête alcoolique » stalinienne GAYSSOT – qui a bénéficié d'un parachute doré comme directeur du Port de Sète – vient de déclarer son intention d'ouvrir le port à l'AQUARIUS, le navire refoulé de tous les ports européens de Méditerranée. Évidemment, Carole DELGA, présidente de la région et immigrationniste bêlante lui a immédiatement emboîté le pas...

Attention, ceci n'est pas une visite technique et il s'agit bien de déverser 141 migrants, dont 67 jeunes migrants isolés en provenance du Soudan et d'Érythrée.

La FRANCE mise sous pression

Comme la Ligue l'avait annoncé lors de la venue de l'AQUARIUS à MARSEILLE, début juillet, pour ravitaillement, la fermeture des accès par l'ITALIE et par MALTE a transposé le flux vers l'ESPAGNE et maintenant vers la FRANCE.

Et voilà qu'avec l'initiative irresponsable d'un « bolcheviste » à la botte des multinationales, notre pays se trouve directement concerné et pris en otage. Or, si le précédent se

crée, si un seul migrant débarque à SÈTE ou dans n'importe quel autre port français de Méditerranée, ce sera une noria incessante qui se mettra en route et des milliers d'envahisseurs qui seront déversés chez nous dans les mois qui viennent... et avec le chômage qui sévit en Occitanie, « qu'est-ce qu'on va en faire ? » disent nos compatriotes...

Un rejet catégorique et massif de la part du public

La lecture des commentaires de lecteurs dans la presse, et particulièrement suite à l'article paru ce jour dans la Dépêche du Midi, est édifiante. Elle marque un rejet massif et quasi unanime qui se traduit par des commentaires extrêmement virulents, même après la modération habituelle.

La coupe est pleine, malgré la propagande, malgré le bourrage de crâne médiatique, l'opinion n'avale plus, elle recrache toute idée de nouvelle arrivée de migrants. Elle ne supportera aucun précédent de débarquement d'envahisseurs.

Chiffres truqués, situation hors de contrôle...

Les pouvoirs publics sont débordés par l'ampleur de l'invasion. Ils ne savent plus où caser les nouveaux arrivants et le moindre repli du pays en est « farci ». Tous les chiffres sont truqués. Le pays est littéralement submergé. Cela se voit à l'œil nu, plus personne ne peut l'ignorer et encore moins le cacher.

L'affirmation du refus de l'invasion par l'Italie, Malte, la Pologne, l'Autriche, la Hongrie, les pays du groupe de Višegrad a créé un mouvement qui a « libéré » l'opinion publique en France. Désormais la question de l'invasion obstrue tout le champ politique, elle est au premier rang des préoccupations. Plus personne ne croit au mythe de l'intégration ou du vivre-ensemble. Au contraire, quotidiennement, chacun peut mesurer les méfaits de l'invasion, chacun en subit les conséquences directes dans sa vie personnelle. Plus personne n'y échappe. Les consciences se

sont éveillées, c'est irréversible. L'immigration clandestine, c'est l'insécurité garantie dans les villes, grandes ou moyennes, d'Occitanie dès la nuit tombée avec la « valse des poignards ». D'ailleurs, certains indices révèlent que le changement d'attitude du peuple est en cours de prise en compte par les tenants de la mondialisation qui sentent bien qu'il leur faut au moins faire une pause (1).



Les politiques dûment avertis

Les politiques ne peuvent pas se tromper sur l'état de l'opinion publique, ils sont avertis. Personne ne veut voir arriver de nouveaux migrants débarqués par ces ONG (2) qui trafiquent avec les passeurs et qui se remplissent les poches tel le Réseau Accueil Insertion des migrants qui vient de se voir sanctionner par le conseil départemental de l'Hérault. Par conséquent, toute ouverture du pays, même partielle, même a minima pour des raisons prétendument humanitaires, sera interprétée comme un défi, comme un passage en force. L'opinion, particulièrement en Occitanie et sur l'arc méditerranéen, n'acceptera aucun compromis, aucune mise devant le fait accompli de la part des politiques.

Pour stopper totalement et définitivement l'invasion migratoire, la Ligue du Midi exige l'organisation d'un référendum dès la rentrée.

Des risques très sérieux de troubles à l'ordre public

La Ligue attire solennellement l'attention des décideurs. Le contexte est extrêmement tendu et tout passage en force pourrait provoquer de graves troubles à l'ordre public et des actes de violence qui pourraient ouvrir un cycle que plus personne ne saurait maîtriser.

Que les politiques y prennent garde, les Français ne se laisseront pas faire sans réagir. Trop, c'est trop.

La Ligue du Midi rejette radicalement cette initiative individuelle d'un personnage caduc qui ne dispose d'aucune autorité pour ouvrir le pays à l'invasion migratoire. Nous appelons les décideurs à la responsabilité et à ne rien faire qui puisse créer les conditions d'une réaction passionnelle d'une population excédée.

Richard Roudier

Note :

(1) Gibraltar est en train de retirer son pavillon à l'Aquarius qui n'est pas habilité pour procéder à des « sauvetages »

(2) Tout le monde sait que les embarcations des migrants sont guidées par les ONG (naufregeurs des temps modernes) à partir des côtes africaines et coulées sciemment en haute-mer

Face à la gravité de la situation, nous appelons toutes les organisations patriotes et tous les citoyens à s'unir

et à manifester – si le navire se présente au large de Sète – pour faire barrage au débarquement de nouveaux migrants.